



"On va bientôt battre des records d'abstention dans les classes populaires" par Daniel Gaxie

À la veille d'une présidentielle où des records d'abstention devraient être battus, Daniel Gaxie, auteur du "Cens caché", classique de la science politique paru à la fin des années 70, livre les raisons de la mise à l'écart des classes populaires, hors du champ politique. Un éloignement qui ressemble souvent à une auto-exclusion émanant de précaires convaincus que personne ne règlera leurs problèmes. Interview par Jonathan Baudoin



Est-ce que voter a encore un sens, quand on est issu des milieux populaires ? Voilà une question qui se pose à l'approche d'une élection présidentielle comme celle dont le premier tour arrive en avril prochain. Pour QG, le politologue Daniel Gaxie, auteur du livre *Le Cens caché*, soulignant l'auto-exclusion des classes populaires du vote, et de la vie politique, considère que la présidentielle de 2022 pourrait voir un niveau d'abstention record, avec le contexte sanitaire, et surtout le sentiment de défiance à l'égard de la politique, lié à une absence d'espoir, d'utopie, de vraie alternative idéologique. Interview par Jonathan Baudoin





Daniel Gaxie est politologue, professeur émérite en Sciences politiques à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne

QG : En 1978, vous écriviez "Le Cens caché" ([allusion au suffrage censitaire](#) qui ne laissait voter que les notables), soulignant combien le degré de participation au vote diffère selon les classes sociales, les classes populaires se sentant moins concernées par le vote que la bourgeoisie. Les échéances électorales de ces dernières années illustrent-elles cette réflexion ?

Daniel Gaxie : Je dirais que non seulement elles illustrent, mais aussi que, pour diverses raisons, elles renforcent la pertinence de cette analyse. Les mécanismes d'exclusion des catégories populaires, qui sont pour la plupart des mécanismes d'auto-exclusion, se sont renforcés pour diverses raisons. Il faut commencer par rappeler que la participation électorale est le résultat de trois facteurs: les dispositions individuelles, le contexte et les mobilisations.

Les dispositions sont le degré auquel les citoyens sont prédisposés à aller voter. Il y a des gens, plutôt dans les milieux politisés et éduqués, qui ont de très fortes dispositions politiques et donc de très fortes dispositions électorales. Pour eux, participer aux élections va de soi. S'ils rencontrent des empêchements familiaux ou professionnels, ils vont tout faire pour que ces empêchements ne les bloquent pas pour aller voter. À l'autre bout d'un continuum d'intérêt pour les sujets politiques, on observe qu'une partie de la population, surtout dans les catégories populaires, fait montre de dispositions politiques et électorales beaucoup plus faibles. Ces personnes considèrent par exemple que « de toute façon, qu'on vote ou qu'on ne vote pas, ça ne change rien. Ce n'est pas mon vote qui va régler mes problèmes de fin de mois, qui va me permettre de trouver du travail ». Il y a donc des dispositions électorales très inégalement structurées au sein de la population.

Mais les dispositions politiques et électorales dépendent aussi du contexte, qui peut être plus ou moins mobilisateur. Des contextes politiques, comme ceux de 1936, de la



Libération ou de la période 1976-1981, se caractérisent par une grande distance idéologique entre les principaux partis et les différents camps, par exemple entre la gauche et la droite. Certains proposent des programmes de transformation sociale, notamment en faveur des catégories populaires, qui sont perçus comme très audacieux. Selon le contexte, les dispositions électorales des catégories populaires à vouloir se maintenir à l'écart peuvent donc être combattues par la politisation et par les espoirs soulevés par le contexte. Or, actuellement, on est plutôt dans un contexte démobilisateur caractérisé par l'absence d'utopie, le manque de grands programmes de transformation de l'organisation sociale, ce qui renforce les dispositions à se tenir à l'écart.



"Actuellement, on est plutôt dans un contexte démobilisateur caractérisé par l'absence d'utopie, le manque de grands programmes de transformation de l'organisation sociale, ce qui renforce les dispositions à se tenir à l'écart"

Enfin, le troisième facteur de la participation électorale est la mobilisation. Ceux qui se tiennent habituellement à distance du politique peuvent être néanmoins amenés à voter du fait d'un travail politique de mobilisation. Par exemple, le travail de mobilisation des militants de partis ou des membres de leur proche entourage personnel. Ceux que l'on appelle les leaders d'opinion ou les directeurs d'opinion. Ce peut être un beau-frère, un voisin ou un collègue de travail qui s'intéresse à la politique et qui mobilise ceux qui sont plus indifférents. Or c'est un mécanisme qui s'est également affaibli, notamment parce que le travail d'encadrement politique des milieux populaires par des partis politiques et par des militants, s'est affaibli. Par exemple, dans les années 50, 60 et 70, il y avait les comités de défense de l'Humanité. Le dimanche, des militants vendaient l'Humanité dimanche dans la rue. Et, les jours d'élection, il y avait des militants qui rencontraient des sympathisants et les incitaient à aller voter.

Il y a une tendance structurelle d'une partie des milieux populaires à se tenir à l'écart de la politique. C'est, je le répète, une sorte d'auto-exclusion. C'est le fondement du "cens caché". Mais ce cens caché s'actualise à un niveau plus ou moins élevé selon le contexte et selon les mécanismes de mobilisation.



QG: Peut-on dire néanmoins que l'abstention est un acte politique ?

C'est une question très compliquée. L'abstention est un acte qui produit des effets politiques, assurément. Mais il y a plusieurs types d'abstention. Il y a des hommes, des femmes, qui attachent des significations politiques à leur abstention. Ils incarnent ce qu'on peut appeler un abstentionnisme idéologique. Par exemple, certains disent : « Les élections, je n'y crois pas. C'est un leurre, un piège, un mécanisme d'oppression, de domination. Il faut se tenir à l'écart ». On observe par exemple ces attitudes dans les milieux anarchistes. Cet abstentionnisme-là existe, mais il concerne des effectifs réduits. En revanche, il y a beaucoup de gens qui s'abstiennent sans attacher de signification politique particulière à leur abstention.



Une femme Gilet jaune bloque la circulation à l'entrée d'une autoroute pour protester contre le bond du prix des carburants, 2019

QG: Doit-on s'attendre à un niveau d'abstention record pour la présidentielle 2022, notamment au sein des classes populaires, en raison de la crise sanitaire ou d'un sentiment d'exclusion face à une politique gouvernementale plus que jamais favorable au capital ?

On constate que tous les records d'abstention ont été battus au cours des dernières années. Record en 2017 pour les élections législatives. Record en 2020 pour les élections municipales. Record en 2021 pour les élections régionales. Plus on avance dans le temps, plus les records d'abstention tombent. Le record d'abstention pour une présidentielle date de 1969, dans des circonstances, il est vrai, particulières. Rien n'est certain ni acquis, mais, pour diverses raisons, on peut envisager que le record d'abstention pour l'élection présidentielle soit également battu cette année.

Il faut d'abord rappeler que le niveau d'abstention varie selon le type d'élection. Les spécialistes en sciences politiques distinguent des élections de premier ordre et de second ordre. Les élections de premier ordre sont celles qui sont considérées – à tort ou à raison – comme étant les plus importantes, à la fois par les électeurs, les partis, les candidats et les médias. Dans la plupart des pays européens, les élections de premier ordre sont des élections parlementaires, à savoir ce que nous appelons en France les législatives. C'est



le cas en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni. En France, l'élection de premier ordre est par excellence l'élection présidentielle.

Dans presque tous les pays, on observe une tendance à l'augmentation générale de l'abstention qui est toutefois un peu freinée pour les élections de premier ordre. Ce qui fait que l'abstention est souvent intermittente. On peut donc s'attendre à ce que le niveau d'abstention pour la présidentielle de 2022 soit plus faible en France que celui que l'on a constaté l'an dernier pour les régionales ou en 2020 pour les municipales.

Mais il y a, en même temps, une tendance à la hausse de l'abstention pour l'élection présidentielle. Du fait de cette tendance le record d'abstention pour une présidentielle pourrait être battu en 2022 pour un ensemble convergent de facteurs distincts. Il y a la pandémie, si cette dernière persiste. Des personnes peuvent renoncer à se déplacer par peur de la contamination. Un autre facteur, plus important, est le sentiment de défiance de la population à l'égard de la politique, qui ne résout pas leurs problèmes, et apparaît comme un jeu entre des privilégiés, qui ne pensent qu'à leur carrière, aux postes et au pouvoir et ne se préoccupent pas de régler les affaires du pays et de ceux qui sont en difficulté.

Ce sentiment n'est pas propre à la France. Il est partagé dans les autres pays. Il peut être combattu si des proportions significatives d'électeurs estiment qu'un ou plusieurs candidats pourraient vraiment changer les choses. Par exemple, en 2007, certains pensaient que Nicolas Sarkozy allait vraiment changer les choses. Dans ce cas de figure, il y a une espèce d'engouement qui se met en place, en dépit du sentiment de défiance, même si ce dernier ne disparaît pas complètement pour autant. Or, on ne constate pas ce phénomène dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle de 2022. On ne voit pas de candidat qui serait en nette progression dans les déclarations d'intention de vote des enquêtes électorales, pouvant neutraliser les effets abstentionnistes de ce sentiment de défiance à l'égard de la politique largement répandu dans la population.



"Le nombre de repas distribués par les Restaurants du cœur en France a été multiplié par 12 depuis leur lancement en 1985."



Enfin, le dernier facteur, c'est là une analogie avec la situation de 1969, c'est que les gauches sont dans une situation catastrophique. Il y a de fortes chances que la gauche ne soit pas présente au second tour. C'est un risque d'abstention renforcé pour les électeurs de gauche qui, découragés, penseraient que « de toute façon, tout est perdu » et renonceraient à se déplacer.

QG: Parallèlement à la montée de l'abstention électorale, sur les quatre dernières décennies, on ne peut que constater une érosion du militantisme politique et syndical. Où est la cause et où est l'effet de cette situation selon vous ?

Le déclin du militantisme contribue à l'augmentation de l'abstention, notamment dans les milieux populaires. Il y a eu, sur plusieurs décennies, un affaïssement de l'encadrement politique et syndical des catégories populaires. Je pense que les deux phénomènes découlent des mêmes causes. La régression du militantisme politique, comme le renforcement de l'abstentionnisme électoral, sont la conséquence de ce sentiment de défiance croissant à l'égard de la politique. Beaucoup de gens pensent que la politique "n'est plus ce qu'elle était", qu'il n'y a plus vraiment de différence entre la gauche et la droite, que ce n'est plus la politique qui commande, que c'est l'économie, la finance, qui commandent à sa place, à cause de la mondialisation et à cause de l'Union européenne. Le scepticisme à l'égard de la politique s'est développé. Il a sans doute toujours existé, mais il est devenu plus puissant. Il a pour effet de diminuer le nombre de gens qui ont envie de se lancer dans des activités politiques militantes. De la même manière il a pour effet d'inciter une partie des citoyens à s'abstenir (toutes choses – contexte et mobilisation - égales par ailleurs).

QG : Quelles solutions seraient à développer pour que les classes laborieuses s'estiment écoutées, et défendues politiquement ?

Il est certainement très difficile de trouver des solutions en ce sens. Depuis plusieurs décennies, les milieux populaires sont confrontés à de multiples problèmes, surtout en comparaison avec la période de prospérité relative qu'ils avaient connue entre 1945 et 1975. Il y a le problème de leur pouvoir d'achat en premier lieu. Beaucoup commencent à mesurer leurs dépenses dès le 15 ou le 20 du mois. Ils ont du mal à faire face à leurs charges fixes, par exemple à payer leur énergie pour se chauffer. Ils sont obligés de se serrer la ceinture sur les sorties, l'alimentation. Ils ont le sentiment de ne pas pouvoir offrir à leurs enfants des conditions de vie satisfaisantes. Il y a une explosion de la pauvreté. Le nombre des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion a été multiplié par quatre depuis sa création. Le nombre de repas distribués par les Restaurants du cœur a été multiplié par 12 depuis l'origine. Il y a encore la précarité auxquels les milieux populaires sont exposés, en particulier les ouvriers non qualifiés, les plus jeunes et les personnes issues de l'immigration. Ce sont ces catégories qui sont les plus touchées par la peur de l'avenir, le chômage, la menace du chômage, les CDD, le travail à temps partiel et l'intérim. Tout cela s'accumule. Une partie des membres des classes populaires porte des jugements sur la politique, en se basant sur leur propre situation ou celle de leurs proches. Ils disent : « Depuis qu'untel ou untel est élu, rien n'a changé pour moi. Ça ne sert à rien de voter pour lui et ça ne sert à rien de voter tout court ». Le découragement politique dans les milieux populaires est en relation directe avec les multiples difficultés auxquelles ils sont confrontés. Si on voulait mobiliser les catégories populaires, il faudrait sans doute qu'un



parti, un gouvernement, un candidat à l'élection présidentielle leur donne le sentiment d'être déterminé et en mesure d'améliorer significativement leur situation.

Propos recueillis par Jonathan Baudoin

Daniel Gaxie est politologue, professeur émérite en Sciences politiques à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Il est l'auteur de: *Le Cens caché* (Seuil, 1978), *Explication du vote* (Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1989), *La démocratie représentative* (Montchrestien, 2003), ou encore *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe* (avec Nicolas Hubé, Marine De Lassalle, Jay Rowell, Economica, 2010)

